

« Tant de choses vont mal » mais « il n'y a pas eu de vague dégaïste »

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / PIERRE-ÉDOUARD PICORD

20 mars 2026



Entretien. Nommé premier secrétaire de la fédération guadeloupéenne du Parti socialiste en 2021, Olivier Nicolas (photo ci-dessus) dresse le bilan du premier tour des municipales. Face à une abstention historiquement élevée, il analyse les racines profondes de la défiance citoyenne et défend la nécessité d'un renouvellement des idées comme des figures politiques. À deux jours du second tour, il détaille les ambitions de sa famille politique, en communes comme sur le front intercommunal, et plaide pour une confiance retrouvée par la pédagogie et la proximité.

Le Courrier de Guadeloupe : Votre concurrent le GUSR a proclamé sa victoire dès dimanche soir, mais vous contestez cette lecture. Quels sont les critères pour affirmer que tout reste possible pour le second tour de ces municipales ?

Olivier Nicolas : Interpréter les résultats sur la seule base du premier tour nous expose à ne voir qu'une partie de la réalité. On n'aura une vision parfaite qu'à partir du second tour. En revanche, si on ne tient compte que des résultats du premier tour, il y a une réalité qui s'impose à tous : le Parti socialiste a conservé l'intégralité des mairies qu'il détenait quand Guadeloupe unie solidaire et responsable, en a perdu deux. Sur cette seule base, on ne peut pas proclamer que c'est un succès parce qu'il y a un recul, singulièrement dans le Sud Basse-Terre où ils perdent deux communes.

Lesquelles ?

Terre-de-Bas et Vieux-Fort. Et il faut souligner que sur la liste à Terre-de-Bas figure la sénatrice GUSR, Solanges Nadille. En 2020, ces deux communes avaient été conquises avec force et fracas, en expliquant qu'ils avaient remporté deux villes dans le Sud Basse-Terre. Si c'était important à l'époque pour eux, cela doit l'être aujourd'hui tout autant lorsqu'ils les perdent. On ne peut pas minimiser les pertes et maximiser les gains.

Quelles sont vos attentes pour le deuxième tour ?

J'attends qu'il y ait un sursaut de participation d'abord, parce que l'abstention a été beaucoup trop élevée pour une élection municipale, même s'il y a une augmentation par rapport à 2020 qui avait été marquée par le début de la crise sanitaire covid-19.

Avoir à peine un peu plus d'un électeur sur deux qui se mobilise, avec en plus de grandes disparités avec pas mal de communes qui sont bien en dessous de 50 %, pour l'élection que l'on dit être l'élection reine de la politique locale, celle qui détermine les équilibres politiques pour les six ans qui viennent, l'échelon de proximité par excellence, on ne peut pas se satisfaire d'une abstention aussi élevée.

Cette crise démocratique doit parler à toutes les forces politiques qui doivent y répondre sans oublier qu'elle est la traduction d'une crise encore plus profonde qui est celle de l'efficacité des politiques publiques.

Et puis nous espérons qu'il y ait de belles victoires dans les communes où il y a de vrais enjeux et où nous sommes en situation de l'emporter : à Trois-Rivières avec Jimmy Fausta, à Port-Louis avec Victor Arthein, ou encore à Sainte-Anne avec Lydia Faro-Couriol, à Saint-François avec Teddy Marie et, pourquoi pas, à Baie-Mahault avec Sylvie Chammougon Anno.

Comment expliquez-vous ce peu d'engouement pour les urnes ?

Quand les électeurs ne se mobilisent pas, cela nous renvoie à quelque chose que l'on évoque depuis longtemps : la défiance d'une partie de la population à l'égard de la classe politique. Elle trouve sa source, je l'ai dit, dans l'inefficacité des politiques publiques, mais aussi dans certains comportements : les atteintes à la probité qui ont littéralement explosé ces dernières années, les promesses non tenues, les changements d'appartenance politique.

Il ne faut jamais oublier qu'entre 2014 et 2020, le rapport de force politique évolue non pas tant parce que des maires sont battus, mais parce que certains maires changent d'alliance politique. Ils étaient avec un groupe, puis ils passent avec un autre à la faveur d'une élection régionale ou d'une élection départementale. Tous ces comportements mis bout à bout désespèrent notre population, qui à un moment n'y croit plus.

Si on y ajoute la crise de l'eau, évidemment, mais pas seulement. Car il y a un grand nombre de politiques publiques qui dysfonctionnent comme le transport ou le traitement des déchets. Et puis il y a des griefs qui ne sont pas seulement liés à la politique locale, des compétences nationales qui sont en cause comme l'éducation ou la santé. Il y a une impression largement partagée dans notre population que les politiques n'ont plus la capacité à changer leur quotidien.

Il y a aussi autre chose qui exaspère les citoyens : c'est quand les élus et les militants ne viennent vers eux qu'à la faveur des élections. Tout cela nourrit une forme de désenchantement et la meilleure manière d'exprimer ce désenchantement, surtout dans une élection comme celle-là où il n'y avait pas de candidats ou de partis contestataires pour aspirer les colères, c'est encore de rester chez soi.

Vous avez parlé de la crise de l'eau. Quels sont les thèmes qui à votre avis, ont été le plus débattus ou qui ont le plus engagé les électeurs lors de ce premier tour ?

J'ai le sentiment que les préoccupations étaient très en prise avec les compétences locales, les compétences du maire, mais pas seulement. Il y avait des questions d'éclairage public, de voiries. Il y avait des questions liées aux reconstructions d'écoles, parce qu'on sait que notre parc d'écoles primaires est vieillissant et pas aux normes parasismiques. Puis il y a la question de l'adaptation de nos villes au vieillissement, car on doit affronter une réalité locale : l'explosion du nombre de personnes en perte d'autonomie ou isolées.

Il y a des attentes très fortes en matière de services à la population. Je le vois dans des communes comme Baillif ou Vieux-Habitants où de vrais efforts ont été menés en la matière. C'est cette partie du bilan qui a été plébiscitée par la population sur la volonté de mettre en place des services de transport à la demande, des conseillers numériques pour accompagner les personnes âgées ou en perte d'autonomie dans leurs démarches administratives, puisque plus rien ne se fait en dehors d'internet.

Mais il y a aussi pas mal de sujets qui ont été évoqués, notamment dans les débats télévisés, où on est quand même très éloignés, a priori, des compétences strictes du maire. On passe sur des questions qui dépendent des communautés d'agglomération, l'eau, le transport, qui ont été elles-mêmes transférées à d'autres organismes.

Là on voit un peu le nœud de l'incompréhension citoyenne, qui est aussi un facteur explicatif de l'abstention. Cette impression que les élus parfois

sont dans une espèce d'excuse permanente : « C'est pas moi, c'est tel autre organisme, telle autre institution, qui est en cause ». Le citoyen, à la fin, ne sait plus qui est responsable.

Perdu dans ces méandres de compétences, il est en colère, parce qu'il a le sentiment qu'on le balade.

Pour prolonger ma question, sur quoi l'électeur s'est le plus prononcé ?

Il y a des questions qui dépendent de la communauté d'agglomération mais on reste là dans l'échelle intercommunale. Mais il y a toutes les questions liées à la jeunesse ou à l'attractivité économique. Là, on est tout de même sur des responsabilités qui dépassent le cadre municipal ou communautaire. La question de la formation professionnelle, quand on parle de jeunes en déshérence, qui ne trouvent pas d'emploi dans leur commune, il y a une question d'attractivité économique, mais aussi une question de jeunes qui sont parfois jugés « inemployables », c'est-à-dire qui n'ont pas les savoirs de base. Et on doit alors examiner les défaillances des collectivités majeures.

Si on parle de formation, c'est l'actuelle majorité régionale qui a dans son bilan la disparition de l'École régionale de la deuxième chance qui ciblait précisément ce public. Et cela met les maires en difficulté car ils ne peuvent guère compter que sur le RSMA ou la mission locale qui, elle, a du mal à absorber le choc de cette jeunesse en quête d'avenir. On parle tout de même de près de 1 000 jeunes qui sortent chaque année du système éducatif sans les diplômes et les qualifications requis pour trouver des emplois. Oui, c'est une préoccupation qu'on entend beaucoup dans les débats municipaux alors qu'en réalité les maires sont relativement impuissants en la matière.

Des électeurs se plaignent de problèmes concrets, des bulletins trop grands, des enveloppes trop petites. On entend même dire « c'est toujours les mêmes qui reviennent » en parlant des candidats qui ne résolvent aucun problème quotidien. Est-ce que ce type de critique a pesé sur la mobilisation et ensuite, comment en tant que parti politique, vous comptez y répondre ?

Je ne mettrais pas en premier les conditions d'organisation du scrutin pour expliquer l'abstention. Elles n'ont pas beaucoup évolué et on reste dans la tradition électorale en place depuis plusieurs décennies. En revanche, oui, l'impuissance publique démoralise les électeurs et ne leur donne pas envie d'aller voter. Une impuissance à régler les problèmes à tous les niveaux. Nos concitoyens ont l'impression que l'on se débat dans les mêmes problèmes depuis 20 ans et qu'on n'arrive pas à les régler.

La question de l'eau, c'est celle qui est la plus emblématique. Il y en a d'autres qui sont aussi prégnantes. Dans certaines zones, la question des sargasses. Dans d'autres, celle de routes qui se détériorent très vite. Et cette impression que les choses ne s'améliorent pas, que les services publics se dégradent.

C'est une toile générale qui explique la défiance actuelle. Mais on peut aussi souligner un paradoxe : c'est que le premier tour, en tout cas pour le

moment, donne plutôt l'impression, d'une grande stabilité avec la réélection de beaucoup de maires. Or, dans un territoire où tant de choses vont mal, il n'y a pas eu de vague « dégaïste ». C'est peut-être le signe d'une forme poussée de résignation de la part de l'électorat, qui reconduit des sortants, parce qu'au moins ils savent à qui ils ont affaire. Peut-être ont-ils peur du changement.

S'agissant du renouvellement de la classe politique, je dirai qu'un parti politique doit renouveler ses idées, puis il doit renouveler aussi les figures qu'il envoie aux élections. Je tiens d'ailleurs à souligner que le Parti socialiste sur ces élections a pris son risque. Il a accompagné des candidats dont c'était la première candidature à des municipales, comme de Nadia Martias à Capesterre Belle-Eau, Thierry Jean-Charles à Pointe-Noire, ou encore Nicolas Citadelle à Sainte-Rose.

Ce renouvellement-là c'est un travail qu'il faut mener absolument, même si là aussi on touche à une forme de contradiction chez les électeurs qui demandent à la fois de la nouveauté, mais ont du mal à voter pour ces têtes nouvelles en disant « on ne les connaît pas ». On réclame du renouvellement et en même temps il faut des valeurs sûres. C'est un travail, on doit amener aux responsabilités et en crédibilité des nouvelles figures, pour que les citoyens soient prêts à leur faire confiance.

Comment le Parti socialiste compte-t-il redonner confiance aux électeurs ?

Déjà en continuant la campagne en vue du second tour. J'ai pris la responsabilité du Parti socialiste en 2021, on était en pleine période covid. Mon premier travail a été de remettre sur pied notre organisation interne, nos sections, nous relever de deux défaites électorales difficiles et se projeter sur le calendrier électoral qui, lui, n'attend pas.

En 2022, puis en 2024, il y a eu deux élections législatives, cette année ce sont les municipales, et, à chaque échéance, l'objectif est de montrer que le Parti socialiste demeure l'une des deux grandes forces politiques du pays, qu'il est capable d'avoir des candidats dans une vingtaine de communes sur 32, avec soit des têtes de liste encartées, soit des camarades socialistes présents sur des listes conduites par des apparentés ou des sympathisants qui ont toujours été proches de nous. Il est important d'avoir un rayonnement sur l'ensemble du territoire.

Aujourd'hui, nous travaillons à nous implanter à nouveau dans des zones où nous ne sommes plus structurés comme Gosier, Sainte-Anne, Saint-François, les îles du Sud. Les campagnes électorales justement sont l'occasion d'aller vers les citoyens, de renouveler l'échange avec eux, de leur expliquer ce qu'on a changé dans notre approche, dans notre logiciel. Nous ne pouvons pas nous contenter de conserver les mêmes idées qu'il y a 10, 20 ou 30 ans, même si le cœur de valeurs reste le même : la justice sociale, la solidarité, la lutte contre la pauvreté, l'écologie, la priorité donnée à l'éducation et aux services publics. Nous sommes par ailleurs une gauche qui est particulièrement sensible aux questions d'attractivité du territoire, de développement des entreprises, parce que ce sont les entreprises qui créent de l'emploi et de la richesse.

Ensuite, il faut que les partis politiques retrouvent leur place en tant que lieu d'éducation populaire. Il nous revient de faire de la pédagogie sur l'action publique et sur les idées politiques. Nous devons contribuer à éclairer les citoyens sur les grands dossiers et les grands enjeux du pays, sinon là aussi nous manquons à notre rôle et nous laissons nos compatriotes s'informer sur les réseaux sociaux où circule tout et n'importe quoi. C'est d'autant plus important que l'on nous promet prochainement un nouveau référendum sur les questions institutionnelles et statutaires. Ce sont des problématiques éminemment complexes sur lesquelles nous devons jouer pleinement un rôle pédagogique pour expliquer à la population les tenants et aboutissants des différents choix qui vont s'offrir à elle. Ce sont des décisions cruciales et très engageantes pour l'avenir. On ne peut pas imaginer qu'elles soient prises avec des taux

de participation de 30-40 % dans le cadre d'un référendum. Or, c'est ce qui est arrivé en Martinique, en Guyane ou à Saint-Martin.

Quelles sont les ambitions du Parti socialiste pour les communautés d'agglomération ?

Nous pensons, avec les basculements du premier tour et, nous l'espérons, ceux à venir après le second tour, que dans le Sud Basse-Terre nous aurons une chance de conduire la communauté d'agglomération. Aujourd'hui, cinq des six communautés d'agglomération sont détenues par le même parti, le GUSR et ses alliés. Un rééquilibrage est souhaitable car la démocratie c'est le pluralisme.

Là, c'est l'électeur qui décide...

C'est vrai jusqu'à un certain point. Je vous rappelle qu'en 2020, dans le Sud Basse-Terre, où il y a 11 communes, 9 avaient changé de maire avec l'envie d'une autre gouvernance à Grand sud Caraïbes. Or, la majorité de la communauté d'agglomération est restée la même. Alors que les électeurs avaient majoritairement souhaité un changement, alors que l'agglomération était particulièrement défaillante dans ses missions, par le jeu des alliances et des accords hors la vue des citoyens, des élus qui s'étaient fait élire sur l'idée de l'alternance ont finalement maintenu en responsabilité la même équipe qui ne s'est pas révélée tellement meilleure entre 2020 et 2026.

Contactée afin de dresser le bilan de ce premier tour des municipales 2026, l'autre grande famille politique de Guadeloupe, le GUSR, en la personne de son président Guy Losbar, n'a pas pu être jointe à l'heure où nous bouclions cet article.